

No. 36760

**France
and
Mali**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mali on mutual administrative assistance for the prevention, investigation and suppression of customs offences. Paris, 27 April 1990

Entry into force: 22 January 2000, in accordance with article 14

Authentic text: French

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 13 July 2000

**France
et
Mali**

Couvention d'assistance administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali. Paris, 27 avril 1990

Entrée en vigueur : 22 janvier 2000, conformément à l'article 14

Texte authentique : français

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 13 juillet 2000

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE POUR LA PRÉVENTION, LA RECHERCHE ET LA RÉPRESSION DES FRAUDES DOUANIÈRES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali,

Considérant que les infractions aux lois douanières portent préjudice aux intérêts économiques et fiscaux de leurs Etats respectifs,

Convaincus que la lutte contre ces Infractions serait rendue plus efficace par la coopération entre les autorités douanières des deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit

Article 1

1. Les autorités douanières des parties contractantes se prêtent mutuellement assistance, dans les conditions exposées ci-après, en vue de prévenir, rechercher et réprimer les infractions aux lois douanières qu'elles sont respectivement chargées d'appliquer.

2. L'assistance administrative prévue au paragraphe 1 ne vise pas le recouvrement des droits de douane, taxes, amendes et autres sommes, pour le compte de l'autre Etat.

Article 2

Aux fins de la présente convention, on entend par

1. "Lois douanières" l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires applicables à l'importation, l'exportation ou au transit des marchandises (y compris les moyens de paiements en numéraire) qu'il s'agisse de la perception des droits et taxes ou de l'application des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle.

2. "Autorités douanières" pour la République française, la Direction Général des Douanes et Droits Indirects, pour la République du Kali, la Direction Nationale des Douanes.

Article 3

L'autorité douanière de l'une des parties contractantes exerce, sur demande expresse de l'autorité douanière de l'autre partie contractante, une surveillance spéciale sur :

1. Les déplacements et plus particulièrement l'entrée et la sortie de son territoire des personnes dont il y a lieu raisonnablement de penser qu'elles s'adonnent professionnellement ou habituellement à des infractions aux lois douanières,

2. Les mouvements de marchandises signalées comme pouvant faire l'objet d'un important trafic à destination du territoire de l'Etat requérant en infraction à ses lois douanières,
3. Les moyens de transport qui sont présumés être utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières de l'Etat requérant.

Article 4

L'autorité douanière de chaque partie contractante communique à l'autorité douanière de l'autre Etat le plus rapidement possible et sur la base de la réciprocité :

1. Spontanément, tous renseignements dont elle pourrait disposer au sujet
 - a. des opérations irrégulières constatées ou projetées présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard des lois douanières de l'autre Etat
 - b. des nouveaux moyens ou méthodes de fraude ;
 - c. des catégories de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux à l'importation, à l'exportation ou en transit ;
 - d. des individus, des véhicules, embarcations et aéronefs dont il y a des raisons de penser qu'ils se livrent ou sont utilisés pour commettre des fraudes.
2. Sur demande écrite, soit tous renseignements tirés des documents de douane concernant les échanges de marchandises entre les deux Etats, faisant ou pouvant faire l'objet d'un trafic frauduleux au regard des lois douanières de l'Etat requérant, soit des copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents.

Article 5

1. Les autorités douanières des parties contractantes peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans les procès verbaux, rapports et témoignages qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux des renseignements reçus et des documents, ou de leurs copies dûment authentifiées ou certifiées, produits dans les conditions prévues à l'article 4.
2. La force probante de ces renseignements, ainsi que l'usage qui en est fait en justice, dépendent du droit national.

Article 6

1. Sur demande des tribunaux ou des autorités de l'un des Etats saisis d'infractions aux lois douanières, l'autorité douanière de l'autre Etat peut autoriser ses agents à comparaître en qualité de témoins ou experte devant lesdits tribunaux ou autorités.
Ces agents déposent, dans les limites fixées par l'autorisation de leur autorité douanière, sur les constatations faites par eux-mêmes dans le cadre de leurs fonctions.
2. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

3. Les deux parties contractantes renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour le remboursement des frais résultant de l'application de la présente Convention à l'exception des dépenses engagées au titre du paragraphe 1 ci-dessus.

Article 7

Le champ d'application de la présente convention s'étend au territoire douanier de chacune des parties contractantes.

Article 8

Les modalités pratiques d'application de la présente convention sont arrêtées de concert par les autorités douanières des deux parties contractantes.

Article 9

1. Aux fins d'application de la présente convention, les autorités douanières des parties contractantes créent des groupes de travail chargés, grâce à des contacts personnels et directs, de collaborer dans la recherche et la répression des fraudes douanières.

2. Une liste de fonctionnaires, spécialement désignés par chaque autorité douanière pour la réception et la communication des renseignements sera notifiée à l'autorité douanière de l'autre Etat.

Article 10

En vue de faciliter la répression des infractions aux lois douanières de leurs Etats respectifs, chaque autorité douanière procède, à la requête de l'autre autorité douanière, à des enquêtes ou à des recherches, interroge les personnes suspectes, entend les témoins et en communique les résultats à l'autorité requérante.

Article 11

Les autorités douanières des deux Etats ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente convention dans les cas où cette assistance :

1. serait susceptible de porter préjudice aux intérêts essentiels de leur Etat : à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ;
2. ou impliquerait la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

Article 12

1. Aucune demande d'assistance ne peut être formulée si l'autorité douanière de l'Etat requérant n'est pas en mesure, dans le cas inverse, de fournir l'assistance demandée.

Toutefois, une telle demande pourra être formulée, sous réserve que le fait soit signalé dans son exposé, l'administration douanière requise a toute latitude pour y donner suite, sans que ne soit enfreint le principe de réciprocité.

2. Tout refus d'assistance doit être motivé.

Article 13

1. Les renseignements, documents, et autres éléments d'information obtenus en application de la présente convention ne peuvent être utilisés qu'aux fins de la présente convention. Ils ne peuvent être utilisés à d'autres fins que si l'autorité douanière qui les a fournis y consent expressément.

2. Les renseignements, documents et autres éléments d'information dont l'autorité douanière d'un Etat requérant dispose en application de la présente convention, bénéficient des mêmes mesures de protection du secret professionnel que celles accordées par la loi nationale de cet Etat pour les documents ou renseignements de même nature.

Article 14

1. La convention est conclue pour une durée illimitée. Elle peut être dénoncée à tout moment par chacune des parties contractantes, la dénonciation prenant effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de sa notification au Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Etat.

2. Chacun des deux Gouvernements notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour rendre applicable en ce qui le concerne, la présente convention. Celle-ci entrera en vigueur un mois après la date de la dernière de ces notifications.

Fait à Paris, le 27 avril 1990, en deux exemplaires.

Pour le Gouvernement de la République française :

JEAN-DOMINIQUE COMOLLI

Pour le Gouvernement de la République du Mali :

ABRAHAM DOUAH CISSOKO

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MALI ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE FOR THE PREVENTION, INVESTIGATION AND SUPPRESSION OF CUSTOMS OFFENCES

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Mali,

Considering that offences against customs laws are prejudicial to the economic and fiscal interests of their respective States,

Convinced that action against these offences would be made more effective by cooperation between the customs authorities of the two States,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The customs authorities of the Contracting Parties shall afford each other mutual assistance on the terms set out below to prevent, investigate and suppress offences against the customs laws which they are responsible for applying.

2. The administrative assistance referred to in paragraph 1 does not apply to the recovery of customs duties, taxes, fines and other sums on behalf of the other State.

Article 2

For the purposes of this Convention:

1. The term "customs laws" means all the statutory or regulatory provisions applied to the importation, exportation or transit of goods (including payments in cash), whether those provisions relate to the levying of duties and taxes or to the application of prohibitions, restrictions or controls.

2. The term "customs authorities" means, in the case of the French Republic, the Directorate-General of Customs and Indirect Duties and, in the case of the Republic of Mali, the National Customs Directorate.

Article 3

At the express request of the customs authority of one of the Contracting Parties, the customs authority of the other Contracting Party shall maintain special surveillance over the following:

1. The movements, particularly the entry into and exit from its territory, of persons who give reasonable cause to believe that they are professionally or habitually engaged in offences against customs laws;

2. Movements of goods reported possibly to constitute a large volume of traffic bound for the requesting State in violation of its customs laws;
3. Means of transport which are presumed to be used to commit offences against the customs laws of the requesting State.

Article 4

The customs authority of each Contracting Party shall communicate to the customs authority of the other State as promptly as possible and on the basis of reciprocity:

1. Spontaneously, any available information regarding:
 - (a) Irregular operations, proven or planned, which are or are suspected of being contrary to the customs laws of the other State;
 - (b) New means or methods of committing customs offences;
 - (c) Categories of goods known to be the subject of illicit importation, exportation or transit;
 - (d) Persons, vehicles, vessels or aircraft where there is reason to believe that they commit or are used for the purpose of committing offences.
2. On written request, any information taken from customs documents concerning the exchange of goods between the two States that are or may be the subject of traffic that infringes the customs laws of the requesting State, or duly certified or legalized copies of the said documents.

Article 5

1. The customs authorities of the Contracting Parties may use as evidence, in minutes, reports and testimonies, and during proceedings and prosecutions before the courts, information received or documents, or duly certified or legalized copies thereof, produced under the conditions provided for in article 4.

2. The probative value of this information and the use made of it in court are governed by national law.

Article 6

1. At the request of the courts or authorities of one of the States to which offences against customs laws have been referred, the customs authority of the other State may authorize its officials to appear as witnesses or as experts before such courts or authorities.

These officials shall, within the limits defined by the authorization of their customs authority, give testimony as to findings made by them in the performance of their duties.

2. The request to appear shall specify clearly the matter on which, and the capacity in which, the official will be questioned.

3. The two Contracting Parties shall renounce any claim to the reimbursement of costs stemming from the implementation of this Convention, with the exception of expenses incurred in connection with the implementation of paragraph 1 above.

Article 7

The field of application of this Convention shall extend to the customs territory of each of the Contracting Parties.

Article 8

The practical terms and conditions for the implementation of this Convention shall be jointly determined by the customs authorities of the two Contracting Parties.

Article 9

1. For the purposes of the implementation of this Convention, the customs authorities of the Contracting Parties shall create working groups responsible, through direct personal contact, for collaborating in the investigation and suppression of customs offences.

2. A list of officials, specially appointed by each customs authority to receive and communicate information, shall be furnished to the customs authority of the other State.

Article 10

In order to facilitate the suppression of offences against the customs laws of their respective States, each customs authority shall, at the request of the other customs authority, carry out inquiries or investigations, question suspicious persons, hear witnesses and communicate the results to the requesting authority.

Article 11

The customs authorities of the two States are not required to extend the assistance provided for under this Convention if such assistance:

1. Is likely to jeopardize the vital interests of their States: their sovereignty, security or public order;

2. Would involve the disclosure of an industrial, trade or professional secret.

Article 12

1. No request for assistance may be made if the customs authority of the requesting State would not be able, in the reverse situation, to provide the assistance requested.

However, such a request may be made, provided that that fact is indicated in the request. The requested customs authority shall have full discretion to take action thereon without prejudice to the principle of reciprocity.

2. Reasons must be given for any refusal of assistance.

Article 13

1. The information, documents and other data obtained under this Convention may be used only for the purposes of this Convention. They may not be used for other purposes unless the customs authority supplying them expressly consents thereto.

2. The information, documents and other data provided to the customs authority of a requesting State under this Convention shall enjoy the same professional secrecy protection as that afforded by the national laws of that State to similar documents and information.

Article 14

1. This Convention is concluded for an unlimited duration. It may be denounced by either of the Contracting Parties at any time; the denunciation shall take effect six months after the date of its notification to the Ministry of Foreign Affairs of the other State.

2. Each of the two Governments shall notify the other of completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force one month after the date of the last such notification.

Done at Paris, on 27 April 1990, in duplicate.

For the Government of the French Republic:

JEAN DOMINIQUE COMOLLI

For the Government of the Republic of Mali:

ABRAHAM DOUAH CISSOKO

